

Fin des repas à 1 € pour les non-boursiers : le gouvernement reprend la chasse aux pauvres !

Alors que près de 11 millions de repas à 1 euro ont été servis à des étudiants depuis la mise en place du dispositif, le gouvernement a annoncé sa volonté d'y mettre fin dès la prochaine rentrée scolaire pour les étudiants non-boursiers. Cette décision scandaleuse intervient alors que le variant Delta fait planer une grande incertitude sur la rentrée de septembre et que les ressources financières des étudiants restent extrêmement fragiles.

La ministre de l'Enseignement supérieur l'a annoncé : dès septembre, le repas à 1 euro ne sera désormais accessible qu'aux étudiants boursiers ou à ceux pouvant « justifier de leur précarité ». Pour les autres, le prix du repas repassera de 1 euro à 3,30 euros, soit une dépense supplémentaire d'environ 50 euros par mois... qui ne sera absolument pas compensée par une hausse de ressources quelle qu'elle soit.

Le gouvernement semble l'oublier mais non-boursier ne signifie pas non-précaire : 73 % des étudiants n'ont pas accès aux bourses et pourtant, près d'un étudiant sur deux est salarié. Il est donc totalement faux d'imaginer que ces 73 % correspondent à des étudiants aisés, n'ayant aucunement besoin du soutien de l'Etat.

Alors même qu'au plus fort de la crise sanitaire, le gouvernement a tardé à mettre en œuvre des mesures destinées aux jeunes et aux étudiants, voilà qu'il décide à présent de supprimer l'une des rares mesures prises pour aider ce public particulièrement fragile !

La CNL et la CNL Jeunes dénoncent une chasse aux pauvres inacceptable : dans ce contexte de grande instabilité, le rôle de l'Etat est d'agir pour garantir l'égalité des chances et permettre à tous les étudiants de poursuivre leur cursus dans les meilleures conditions possibles au vu de la situation actuelle. La CNL appelle donc tous les jeunes à se mobiliser et à signer la pétition de l'Unef.

